

pas à l'abrogation de cette loi. Il me fait plaisir de voir au *Feuilleton* cette nouvelle proposition de résolution et de constater que nous aurons très bientôt dans nos statuts une loi permanente sur le soutien des prix agricoles.

Je suis quelque peu inquiet de voir l'industrie agricole reléguée encore une fois au rang qu'elle ne devrait pas occuper, celui de Cendrillon. Grâce à l'aide de l'État, plusieurs autres industries ont pu se tirer d'affaire. Durant la guerre, on a porté aux nues l'agriculture pour son admirable effort, mais on ne parle pas assez aujourd'hui des efforts de nos cultivateurs et des pertes réelles qu'ils ont subies par suite de la ligne de conduite ministérielle. Voilà pourquoi il importe de prendre des mesures vraiment avantageuses afin de maintenir l'agriculture dans un état prospère.

Au cours des derniers mois, nous avons entendu des chefs d'associations ouvrières préconiser la mise en vigueur d'un programme agricole efficace. Ces gens commencent enfin à se rendre compte,—ils auraient dû le constater il y a plusieurs années déjà,—que dès que les cultivateurs manquent de fonds les ouvriers battent le pavé parce que les agriculteurs ne sont pas en mesure d'acheter les produits de l'industrie. On commence aussi à comprendre que notre classe agricole constitue en définitive la clientèle la plus sûre pour nos manufacturiers et nos industriels. C'est un point que le ministre de l'Agriculture a nettement fait ressortir à une récente réunion de la Fédération canadienne des agriculteurs à Niagara-Falls. J'espère que d'autres dirigeants se rendront bientôt compte de ce fait et agiront en conséquence.

D'après un article paru dans le *Co-operator* du Manitoba, numéro du 8 décembre, il semble bien qu'un grand nombre de gens sont mécontents de l'attitude prise à l'égard de l'Office international pour l'échange des produits. Je désire souligner un certain nombre de griefs qui tendent à démontrer que des gens de diverses régions du Canada et exerçant des professions diverses commencent à se rendre compte de l'importance de notre industrie.

L'article est ainsi conçu:

La défaite du projet d'établissement d'un office international pour l'échange des produits, présenté par le directeur général N. E. Dodd à la cinquième conférence annuelle de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, tenue à Washington, a soulevé une tempête de protestations des plus énergiques. Le secrétariat d'État des États-Unis et des représentants officiels d'autres pays ont réussi à rejeter la proposition relative à l'OIEP.

Le Canada est l'un des pays qui ont voté contre la proposition. Peut-être avait-on certains motifs de le faire; je crois cependant

qu'on aurait fort bien pu les écarter. L'article poursuit:

Les protestations sont venues de l'agriculture organisée, par l'intermédiaire de la Fédération internationale des producteurs agricoles, ainsi que de groupements ouvriers et religieux.

La conférence a appuyé une autre proposition visant à constituer un comité international conjoint sans pouvoir ni fonds.

Le député d'Acadia (M. Quelch), au cours du débat sur l'Adresse, a traité la question à fond. Il a signalé que les représentants du Fonds monétaire international ont assisté à ces entretiens et qu'ils assisteront à tous entretiens éventuels. Le député a souligné que l'argent, comme par le passé, au lieu d'être serviteur de l'homme, en sera le maître.

Tant que subsisteront de telles conditions, les agriculteurs, la population du Canada en général, ne pourront bénéficier de la justice à laquelle ils ont droit. L'article se poursuit ainsi:

M. H. H. Hannam, président de la FIPA et de la Fédération canadienne de l'agriculture a parlé au nom des groupements agricoles associés à la FIPA.

M. Murray D. Lincoln, président de la *Co-operative League of the U.S.A.*, s'est appliqué avec énergie à combattre l'opposition à l'OIEP.

M. Wm. Green, président de l'*American Federation of Labour*, a télégraphié de Londres ce qui suit: "L'adoption de la politique proposée par M. N. E. Dodd, directeur général de la FAO, servira au maximum les intérêts économiques des citoyens de toutes les nations".

M. Phillip Murray, président du CIO déclare ceci: "Le CIO est d'avis que l'adoption des principes et des idées de l'OIEP favoriserait l'extension des principes qui permettent d'aider les pays du monde à équilibrer leur commerce avec l'étranger". "En retour de leur productivité, les familles agricoles américaines ont la perspective d'une diminution nette de leurs revenus, tandis que des familles dont le régime alimentaire est insuffisant sont dans l'impossibilité de se procurer les aliments qu'elles désirent... Il n'est ni humain ni conforme à une saine économie d'attendre un redressement graduel du commerce international", affirmaient le T.R. Luigi G. Ligutti, secrétaire exécutif de la *National Catholic Rural Life Conference*, et le R.P. W. J. Gibbons, s.j., du comité exécutif du même organisme.

M. Emil Rieve, président de la *Textile Workers Union of America*, a pressé le Secrétaire à l'Agriculture, M. Brannan, de modifier l'attitude de la délégation américaine "afin d'empêcher un bouleversement imminant et grave de l'agriculture mondiale qu'accompagneraient la destruction insensée et inhumaine des prétendus excédents, ainsi que la limitation de la production".

J'ai déjà signalé que l'agriculture a fait sa part dans le passé, et qu'elle continuera à travailler dans ce sens seulement si on l'appuie dans une certaine mesure. Le *Citizen* de ce matin apporte un témoignage de la reconnaissance qu'éprouve la Grande-Bretagne à l'égard du Canada, des États-Unis et des autres pays pour l'aide qu'ils lui ont fournie. La Grande-Bretagne est à élever au coût de deux millions de livres un édifice commémoratif où nos étudiants et ceux des autres pays